



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 21/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNIGIS**

6 rue François Simon  
57070 Saint-Julien-Lès-Metz

Références : SAINT-JULIEN-LES-METZ\_UNIGIS\_2026-01-16\_RAPVI-suivi-APMD\_PS\_02475  
Code AIOT : 0100044014

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement UNIGIS implanté 6 rue François Simon 57070 Saint-Julien-lès-Metz. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du contrôle du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2024-113 du 14 juin 2024 et de la cessation définitive d'activité classée sous la rubrique ICPE 1185.2a suite à passage sous le seuil de déclaration (< 300 kg) de cette rubrique (dépôt de déclaration de cessation du 1/7/2025).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNIGIS
- 6 rue François Simon 57070 Saint-Julien-lès-Metz
- Code AIOT : 0100044014
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un supermarché Super U établi sur la commune de Saint-Julien-lès-Metz : pour ses besoins en froid, il dispose d'équipements utilisant des fluides frigorigènes. Au jour de la mise en demeure susvisée, il relève du régime de déclaration avec contrôle pour des installations frigorifiques utilisant des gaz à effet de serre fluorés (rubrique ICPE 1185-2a). Une télédéclaration avec bénéfice de l'antériorité a été faite à ce sujet par l'exploitant en avril 2024.

Ainsi, l'activité de l'établissement est notamment réglementée par l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 et par l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                          | Référence réglementaire                                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Cessation définitive d'une installation ICPE à déclaration | Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-66-1.I | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Contrôle périodique des ICPE 'rubrique 1185' | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 1.1.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Levée de mise en demeure |
| 2  | Système de détection de fuites               | Règlement européen du 07/02/2024, article 6 (partiel)           | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Levée de mise en demeure |

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 3  | Contrôle périodique d'étanchéité des équipements | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1, 4 et 11 (partiels) | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Levée de mise en demeure |
| 5  | Déchets de récupérations des fluides             | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 7     | /                                                                                                   | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que, suite au remplacement des 3 centrales Froid du site par des équipements au CO2 et à la notification de cessation du 1/7/2025 concernant la rubrique 1185, l'établissement n'est à ce jour plus classé au titre de cette rubrique ICPE. De plus, les 3 groupes de climatisation encore présents ont fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité avant l'échéance de la mise en demeure du 14 juin 2024. Dans ces conditions, cette mise en demeure peut être levée.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de fournir des justificatifs concernant l'information relative à la fin de la mise en sécurité consécutive à la cessation des 3 centrales Froid du site (point de contrôle n°4).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique des ICPE 'rubrique 1185'

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 1.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique d'une installation DC                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| mention « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle périodique requis n'a pas été réalisé.<br/> L'exploitant a cependant notifié le 1/7/2025 la cessation définitive de l'ICPE 1185 (en déclaration) avec mise à l'arrêt définitif prévue au 31/10/2025.<br/> Lors de la visite, l'inspection a constaté que les 3 centrales Froid (positif ou négatif) au R404R ont été supprimées et remplacées par des équipements au CO2, non classés au titre des ICPE.<br/> Selon les déclarations de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le retard par rapport aux prévisions de passage au CO2 exprimées lors de la visite précédente (arrêt prévu en été 2024) est dû notamment à la durée d'instruction d'un dossier par le SDIS (ERP) pour l'agrandissement du local destiné à recevoir les nouvelles installations et à un problème de disponibilité de l'opérateur chargé du remplacement des 3 centrales Froid au R404R ;</li> <li>- les 3 groupes de climatisation au R410A n'ont pas encore été supprimés, du fait notamment de difficultés concernant l'autorisation d'urbanisme associée à la nouvelle installation prévue ; l'exploitant prévoit de remplacer ces groupes au 1er semestre 2026.</li> </ul> <p>Dans ces conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cessation d'activité relative à la rubrique 1185.2a est bien constatée puisque la quantité cumulée de fluide frigorigène relevant de la rubrique 1185.2a est désormais largement inférieure au seuil de la déclaration (300 kg) ;</li> <li>- la mise en demeure sur ce point peut donc être levée</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

## N° 2 : Système de détection de fuites

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de détection requis, qui concernait les 3 centrales Froid au R404R, n'a pas été installé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Ces 3 centrales Froid ont été supprimées et remplacées par des équipements au CO2 (cf. constats du point de contrôle 1 supra), non concernés par l'obligation de ce système de détection, Dans ces conditions, la mise en demeure sur ce point peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Contrôle périodique d'étanchéité des équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1, 4 et 11 (partiels)

**Thème(s) :** Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Article 1

Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n°517/2014 :

- soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ;
- soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté.[...]

Article 4

La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :[Tableau fixant la périodicité de contrôle en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et de l'éventuelle présence d'un système permanent de détection de fuite]

Article 11

[...] Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n°15497 (1) comme fiche d'intervention.

**Constats :**

La mise en demeure demandait un contrôle périodique d'étanchéité des 3 groupes de climatisation du site pour mi-novembre 2024.L'exploitant a fourni à l'inspection les formulaires Cerfa n° 15497\*04 datés du 31/10/2024 attestant de la réalisation du contrôle demandé pour ces 3 groupes (aucune fuite constatée). Dans ces conditions, la mise en demeure peut être levée sur ce point.

L'exploitant déclare lors de la visite qu'un nouveau contrôle d'étanchéité pour ces 3 groupes aurait été fait en mai 2025, mais il n'est pas en mesure d'en justifier (absence de Cerfa n° 15497). Il transmet par mail du 12/1/2026 à l'inspection les formulaires Cerfa n° 15497\*04 datés du

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>16/12/2025 (pour 2 groupes) et du 12/1/2026 (pour le 3e groupe, déclaré en panne) attestant de la réalisation d'un nouveau contrôle périodique d'étanchéité pour ces 3 groupes (aucune fuite constatée).</p> <p>Au vu de ces formulaires et considérant qu'il n'y a pas eu de contrôle d'étanchéité en mai 2025, l'inspection note que le délai entre 2 contrôles périodiques (12 mois) a été dépassé.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller à respecter le délai de 12 mois entre 2 contrôles périodiques pour les 3 groupes de climatisation. A noter toutefois qu'un nouveau contrôle périodique d'étanchéité sur ces 3 groupes ne sera pas nécessaire s'ils sont démantelés comme prévu par l'exploitant au 1er semestre 2026.</p>                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 4 : Cessation définitive d'une installation ICPE à déclaration**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-66-1.I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>[...]</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a notifié le 1/7/2025 au préfet par télédéclaration la cessation définitive de l'ICPE 1185 (en déclaration) avec mise à l'arrêt définitif prévue au 31/10/2025. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site (évacuation des déchets et du gaz R404R par un opérateur compétent avec fourniture de formulaires Cerfa au 31/10/2025).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté le remplacement des 3 centrales Froid au R404R par des équipements au CO2, non classés au titre des ICPE ; 12 bouteilles dont 10 contenant du R404R (environ 322 kg au total) étaient en attente d'évacuation à l'extérieur du bâtiment.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit informer par écrit, dès la fin de la mise en sécurité, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                         |

**N° 5 : Déchets de récupérations des fluides**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Démantèlement des équipements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Lors du démantèlement d'une installation ou d'un équipement faisant partie d'une installation, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide sont obligatoires, afin d'en assurer le recyclage, la régénération ou la destruction.<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne dispose pas lors de la visite des formulaires Cerfa 15497*04 dûment complétés dans toutes leurs rubriques et signés par tous les acteurs concernés pour ce qui concerne le démantèlement de chacune des 3 centrales Froid du site (1 Cerfa attendu pour chaque centrale Froid), qui a conduit à récupérer au total environ 322 kg de R404R comme indiqué dans les constats du point de contrôle 4 supra.<br>L'inspection a reçu, par mail du 16/01/2026, les trois formulaires Cerfa tels qu'attendus, datés du 20/11/2025, et n'a pas d'observation sur ce point. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |